

ASSEMBLÉE NATIONALE

14 janvier 2022

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE - (N° 4909)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 344

présenté par
Mme Wonner

ARTICLE PREMIER

Supprimer les alinéas 36 et 37.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet alinéa donne la possibilité d'annuler les sanctions envers les personnes faisant usage d'un faux pass vaccinal ou ayant un faux pass vaccinal.

En l'espèce, cette mesure n'a rien de sanitaire, mais fait partie d'une politique d'obligation vaccinale de l'exécutif.

De plus, ce dispositif donne à l'exécutif un pouvoir arbitraire important sur des critères non sanitaires, concernant pourtant l'accès aux libertés fondamentales des citoyens.

Cet alinéa symbolise la dérive sécuritaire de l'exécutif dans cette crise sanitaire.